

le prolétaire

organe du parti communiste international

Supplément pour la Suisse au numéro 456 - 1er mai 2001

Lutte antimondialisation pour une «alternative démocratique au capitalisme» ou lutte de classe internationale et internationaliste pour la destruction révolutionnaire et non démocratique du capitalisme mondial ?

Le 1er mai n'a plus la signification qu'il avait autrefois, journée de lutte de classe intense et directe des ouvriers contre le capital, journée de commémoration de la lutte des ouvriers d'Amérique pour les huit heures de travail et journée d'organisation des prolétaires.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que nous dressons ce constat. Lorsque le mouvement ouvrier et communiste qui avait donné la magnifique victoire d'Octobre 17 en Russie eut à subir la dégénérescence stalinienne et la contre-révolution russe, cette journée de lutte et de grève est très vite devenue l'inoffensive «fête du travail» et placée sous le contrôle des organisations ouvrières-bourgeoises, préoccupées bien plus par leurs résultats électoraux et leur capacité de maintenir la classe ouvrière sous le contrôle des institutions démocratiques de l'Etat, que par l'organisation des prolétaires dans leur combat contre le capitalisme, il est devenu journée du cynisme

LA FIÈVRE DE L'ALTERNATIF

Ils ont surtout créé de toutes pièces une myriade de nouvelles «alternatives politiques et idéologiques» prétextant que le monde bourgeois et capitaliste avait changé de nature et que la stratégie politique autant que la défense des intérêts immédiats des travailleurs devaient se «penser différemment».

Un de leurs principaux vecteurs de lutte, de propagande et de mobilisation politique aujourd'hui est la lutte contre la mondialisation. Les syndicats genevois en ont d'ailleurs fait le thème de leur 1er mai. Ce nouveau thème est en effet très «porteur» pour tous ces réformistes, y compris ceux qui s'affublent encore des étiquettes plus ou moins marxistes, car il leur permet finalement de pointer d'un doigt accusateur des organismes extranationaux tel que les banques mondiales et les forums internationaux et de faire ainsi oublier que depuis la crise capitaliste marquant la fin des 30 Glorieuses en 1975, en passant par l'éclatement du bloc de l'Est dès 1989, ils ont participé directement à la mise en place de cette aggravation généralisée des conditions de vie et de travail des prolétaires dans le monde entier. Ils font oublier ainsi qu'ils ont eu, qu'ils ont encore et auront toujours, des ministres et de bien nombreux parlementaires pour assumer ce rôle de garants des intérêts capitalistes. Pour les plus «à gauche», ils font oublier aussi qu'ils les ont soutenu, qu'ils les soutiennent toujours et les soutiendront toujours, fusse de manière «critique». Ils font donc oublier qu'ils ont procédé activement aux grandes restructurations des années 80 et à leur cortège de licenciements qui ont

démocratique petit-bourgeois.

Par l'action directe des gouvernements de gauche - auxquels s'accroche toute la prétendue extrême-gauche suiviste par nature - tous les soit-disant représentants de la classe ouvrière, ou du moins des classes défavorisées, ont fait subir aux prolétaires toute sortes d'aggravation de leurs conditions de vie, matérielle et sociale, en accentuant de manière sans précédent l'exploitation de leur force de travail. Ils l'ont fait en poussant le productivisme à son stade le plus extrême, en institutionnalisant et idéalisant même l'insécurité et l'instabilité sous les concepts du changement et de la flexibilité, comme nouveau mode de vie moderne. Mais pour faire accepter sans explosions sociales trop brutales autant de sacrifices, ils ont développé tout un réseau d'amortisseurs sociaux, de courroie de transmission, de pondérateur de lutte.

saigné à blanc des régions ouvrières entières, qu'ils ont participé au développement formidable de la sphère spéculative financière et finalement qu'ils se sont engagés dans les guerres de rapines impérialistes (dont la guerre du Golfe ne fut pas des moindres). Ils font oublier qu'à chaque élection et à toute occasion politique ils continuent de soutenir la politique de défense des intérêts bourgeois, démocratiques et nationaux, masquant leur défense de l'ordre bourgeois par les discours trompeur sur la solidarité internationale des exploités. La mondialisation les aide bien à cacher leur responsabilité directe dans la situation infernale d'exploitation capitaliste et dans l'impossibilité, autre que ponctuelle et trop rarissime, d'imposer de saines réactions de lutte de classe contre le capital.

Nous, communistes, qui nous relient toujours et invariablement à la doctrine du socialisme scientifique, celle de Marx, aux enseignements de la révolution russe, aux principes de la révolution internationale défendus lors des premiers congrès de la IIIème Internationale, rejetons totalement cette nouvelle idéologie petite-bourgeoise qui fait du mondialisme capitaliste une «nouveau-té historique» justifiant de rejeter encore plus loin que tous les contre-révolutionnaires ne l'avait fait jusqu'à présent, le marxisme, la révolution prolétarienne internationale et la nécessité du parti unique et de la dictature du prolétariat pour défendre et propager la révolution.

LE TEMPS REGRETTÉ DU CAPITALISME DE DIALOGUE

Aujourd'hui nos braves anti-mondialistes partent tous en guerre con-

tre le «capitalisme sauvage» qui ne respecte plus aucunes règles sociales, plus aucunes des anciennes traditions réformistes de dialogue et concertation sociaux (Il leur a d'ailleurs fallu réinventer de nouvelles formes de ce dialogue pour continuer à jouer leur rôle de larbins de la bourgeoisie). Mais le capitalisme est-il vraiment plus sauvage aujourd'hui que hier? L'enfer des corons et la bataille du charbon lancée après la guerre par le triste Thorez (PCF) furent-ils plus doux que la sauvage exploitation capitaliste d'aujourd'hui, les deux boucheries impérialistes où les prolétaires ont versés leur sang par dizaines de millions furent-elles autre chose qu'un acte de barbarie jamais égalé de l'histoire de l'humanité? Le capitalisme est sauvage par nature puisque fondé sur l'exploitation du travail salarié et de la classe qui en dépend pour survivre, les prolétaires, et sa sauvagerie ne date pas d'aujourd'hui.

Le fait que le capitalisme devienne beaucoup plus agressif vis-à-vis de la classe ouvrière n'est pas dû à un changement de sa nature, mais est la répercussion simple et directe d'une exacerbation de la concurrence mondiale, de la redistribution des cartes à l'échelle mondiale après l'écroulement économique-militaire de l'URSS, donc d'une situation économique répétitive de crises, d'instabilité, de fragiles équilibres malgré l'apparence des bons et froids résultats économiques qui le caractérise à l'échelle mondiale.

La petite-bourgeoisie démocratique et l'opportunisme politique pleurent donc contre la «logique des profits immédiats» qui détruit tout développement à longue échéance de l'économie. Mais s'ils pleurent contre cette logique soit-disant nou-

Le prolétaire Au sommaire du numéro 456

- La foire d'empoigne électorale. Diversion à la lutte prolétarienne
- Le 80ème anniversaire de la naissance du PCF
- Le programme révolutionnaire immédiat (Réunion de Forli, 28 déc. 1952)
- Nouvelles attaques contre «Auschwitz ou le grand alibi» (2)
- Grande-Bretagne: c'est le capitalisme qui déraile!
- Pauvre uranium ... appauvri!
- Pour le prolétariat hospitalier, un seul remède: le retour à la lutte de classe

velle que réclament-ils donc sinon qu'un retour en arrière au temps où le capitalisme avait toute une nation à reconstruire et dont les investissements se faisaient avec une plus longue durée d'amortissement. Au nom des intérêts des prolétaires? Ou à celui du renforcement et de la reconstruction de l'économie nationale et cela va toujours de pair, au nom de l'impérialisme national? Il fut pour eux une époque - pour parler de la France, exemple si typique - où le «produisons français» avait un certain écho favorable auprès de la bourgeoisie traditionnelle, qui ne se privait pas de récompenser ces bons patriotes des quelques miettes du butin impérialiste. Ce capitalisme d'après-guerre valait-il mieux que celui d'aujourd'hui? Certainement oui pour le réformisme qui y trouvait plus d'occasions de faire illusion auprès de la classe ouvrière en agitant encore de grands projets réformistes et électoralistes. Aujourd'hui finis les grands projets, à base de nationalisations et de politique de grands travaux, le réformisme est devenu le gestionnaire puant et docile du capitalisme, et si les grosses têtes si retrouvent sur le plan des honneurs médiatiques et des trempettes dans

(Suite page suivante)

Lu au hasard de la presse

«Si on brade les Telecom, la Poste, les CFF et Swissair, on n'est plus loin de la dissolution de la Suisse» Franco Cavalli, socialiste.

Tant de chauvinisme porterait sûrement Blocher à l'embrasser, Franco!

le monde de la corruption, les militants de base doivent détourner l'attention des prolétaires en se focalisant sur le monstre de l'hydre mondiale du capitalisme et des nouvelles voies et recettes démocratiques pour en venir à bout.

L'AVEU DE SERVILITÉ

A ce «*capitalisme sauvage*», le réformisme oppose toutes formes de recettes démocratiques aux accents pseudo-radicaux, allant jusqu'à parler de 5ème internationale pour le Sommet social de Porto Alegre (pauvre Lénine) où venait se pavaner toute la crème de la bourgeoisie réformiste.

Et puisque nous sommes au 1er mai à Genève, penchons-nous sur le projet des syndicats genevois (cf «*Gauche*» du 27 avril). On y lit que: les «*formes de régulation démocratique* (en parlant des *acquis sociaux* et de *l'association au travail des garanties et droits sociaux*) reflètent une forme d'équilibre conflictuel et fragile entre l'économie et le social, mais aussi comme un consensus entre le respect des conditions nécessaires pour produire les richesses et l'exigence incontournable de protéger ceux qui les produisent, et leur cadre de vie. Ce qui est exactement la tâche que se sont assignés les syndicats de travailleurs et travailleuses». Derrière ces paroles tortueuses autour du «consensus», donc de la **collaboration de classe**, se cache seulement la **soumission** des appareils syndicaux aux exigences du capitalisme, se cache aussi l'imploration vaine de l'aristocratie ouvrière pour que le capitalisme lui redonne sa place et son lustre d'antan, en vertu des si longs services rendus de paix sociale dans et hors des usines, pour que comme avant, au temps où la bourgeoisie reconnaissait la valeur du rôle de pompiers sociaux des directions syndicales, il les aide dans leur fonction d'encadrement de la classe ouvrière. Messieurs des directions syndicales vous ne faites que rêver d'un autre capitalisme, gardez vos rêves pour vous. Vous êtes les défenseurs sournois de ce que vous pensez ou dites combattre.

La bourgeoisie n'a pas à craindre ces anti-mondialistes, ces anti-capitalistes pourfendeurs du monde financier impénétrable, ces anti-impérialistes démocratiques. Ils le disent eux-mêmes: leur rôle est d'assurer en collaboration avec la bourgeoisie «éclairée» les conditions de l'exploitation capitaliste et la démocratie bien sûr est leur arme et moyen le plus sûr pour cette fin.

Mais les prolétaires doivent absolument démasquer tous ces prétendus anticapitalistes qui ne parlent d'«alternative» que pour mieux cacher leur croyance dans un capitalisme social et démocratique et dont les appels à la solidarité internationale des opprimés cache généralement leur frustration nationaliste. Ils doivent comprendre qu'ils n'y a pas de compromis possible entre les intérêts du capital et ceux de leur classe, qu'ils sont et seront - quelles que soient les formes politiques d'exploitation auxquelles ils sont soumis - toujours les esclaves du travail salarié, que leur exploitation démo-

cratique, fasciste ou «alternative» n'aura toujours que la fonction d'engendrer le profit capitaliste, des capitalistes individuels ou de l'Etat lui-même. La voie pour délivrer la classe ouvrière mondiale de ses chaînes ne passe pas par une nouvelle alternative. L'histoire a assez fourvoyé la classe ouvrière dans toutes sortes de cul-de-sac alternatifs pour ne pas qu'elle se fasse prendre au piège une fois encore, alors qu'elle devrait redresser la tête, envoyer au diable les faiseurs d'illusions démocratiques, se porter sur un réel terrain de lutte et de solidarité internationale et internationaliste de classe, non seulement contre l'impérialisme des autres mais prioritairement **même contre l'impérialisme de sa bourgeoisie de son Etat, de ses Institutions.**

LA SEULE ALTERNATIVE EST TOUJOURS LE COMMUNISME

Notre critique des antimondialistes n'est pas un renoncement à la lutte contre le capitalisme mondial ou national, ni contre l'impérialisme; **elle est au contraire un puissant appel à faire renaître la seule et véritable lutte anticapitaliste et anti-impérialiste, celle de la lutte de classe, celle de la solidarité ouvrière rouge, celle de la bataille intransigeante contre toutes les alternatives consensuelles qui mènent dans les bras de la bourgeoisie.** La lutte contre le capital c'est d'abord une lutte de classes **distinctes et inconciliables**, c'est d'abord la construction dans la lutte d'une **claire indépendance de classe** et d'**objectifs de lutte propres à la classe ouvrière.**

La classe ouvrière n'a rien à attendre de toutes ces alternatives démocratiques et plurielles que l'opportunisme lui suggère sans cesse; elle ne peut pas compter sur ces prétendus anticapitalistes qui comme à Porto Alegre font du consensus social le fondement de leur mouvement (1). Elles ne feront, si la bourgeoisie a finalement besoin de ce genre de service, que perpétuer le système capitaliste et non le détruire, donc que de perpétuer l'esclavage salarié et non d'abolir le salariat.

La classe ouvrière n'a pas à choisir entre un mauvais capitalisme «mondialisé» et un bon capitalisme «démocratique, égalitaire et social», elle a comme tâche historique de **détruire le capitalisme** quelque forme qu'il ait et à instaurer à l'échelle mondiale **sa propre dictature de classe** sur les cendres de celle de la bourgeoisie et du capital.

Ce long chemin elle ne pourra pas le faire de manière spontanée; elle ne pourra le parcourir que si elle est organisée en **parti de classe**, que si ce parti se constitue sur les bases du communisme révolutionnaire, que si ce parti se construit comme **parti mondial unique.** Nous n'avons de voie facile à proposer au prolétariat, nous n'avons pas d'illusions à lui faire miroiter, nous ne lui disons pas qu'il existe des passages plus faciles que d'autres vers une société «différente», nous ne lui indiquons que **la voie de la société communiste**, que celle de **l'abolition du travail salarié, donc des**

DIALOGUE AVEC STALINE

L'extrait que nous publions ci-dessous est tiré de «*Dialogue avec Staline*», un texte écrit en réponse à un article de Staline de 1952 («*Problèmes du socialisme en URSS*»). Cet article de critique du grand pourfendeur du marxisme, et parmi les principaux pères spirituel du «socialisme dans un seul pays», indique par quelles étapes la société révolutionnaire prolétarienne passe pour aboutir à **la société communiste.** Les apparents, mais non réels, changements du capitalisme ne nous ferons pas changer d'un iota cette vision. C'est l'unique et constante «alternative» que les communistes défendent et sur laquelle ils s'efforcent de mobiliser les forces militantes et la classe ouvrière depuis toujours.

Le schéma suivant pourra servir de récapitulation à notre difficile sujet:

STADE DE TRANSITION: Le prolétariat a conquis le pouvoir et doit mettre les classes non prolétariennes hors-la-loi justement parce qu'il ne peut pas les «abolir» d'un seul coup. Cela signifie que l'Etat prolétarien contrôle une économie dont une partie, il est vrai décroissante, connaît la distribution mercantile et même des formes de disposition privée du produit et des moyens de production (que ceux-ci soient concentrés ou éparpillés). Economie non encore socialiste, économie de transition.

STADE INFÉRIEUR DU COMMUNISME: Ou si l'on veut, socialisme. La société est déjà parvenue à la disposition des produits en général et elle les a assignés à ses membres au moyen d'un plan de «contingement». L'échange et la monnaie ont cessé d'assurer cette fonction. On ne peut concéder à Staline que l'échange simple sans monnaie, mais toujours selon la loi de la valeur, puisse être une perspective d'acheminement vers le communisme: cela représentait au contraire une sorte de rechute dans le système du troc. L'assignation des produits part au contraire du centre et s'effectue sans équivalents en retour. Exemple: lorsqu'une épidémie de malaria éclate, on distribue de la quinine gratis dans la zone intéressée, mais à raison d'un seul tube par habitant.

A ce stade, outre que l'obligation du

travail subsiste, l'enregistrement du temps de travail fourni et le certificat attestant cette fourniture, c'est-à-dire le fameux bon de travail si discuté depuis un siècle, sont nécessaires. Le bon possède la caractéristique de ne pouvoir être accumulé, si bien que toute tentative de le faire entraîne la perte d'une certaine quantité de travail sans restitution d'équivalent. La loi de la valeur est enterrée (Engels: la société n'attribue plus de «valeur aux produits»).

STADE DU COMMUNISME SUPÉRIEUR: Que l'on peut aussi appeler sans hésitation plein socialisme. La productivité du travail est devenue telle que ni la contrainte, ni le contingentement ne sont plus nécessaires (sauf cas pathologiques) pour éviter le gaspillage des produits et de la force humaine. Liberté de prélèvement pour la consommation à tous. A chacun liberté de prélèvement pour sa consommation.

Exemple: les pharmacies distribuent gratuitement et sans restriction la quinine. Et si quelqu'un en prenait dix tubes pour s'empoisonner? Il serait évidemment aussi stupide que ceux qui confondent une infecte société bourgeoise avec le socialisme.

A quel stade Staline est-il arrivé? A aucun des trois. Il n'en est pas au stade de transition du capitalisme au socialisme, mais à celui de la transition au capitalisme. Chose presque respectable, et qui n'a rien d'un suicide! (...)

classes sociales, de l'échange mercantile et finalement comme résultat final, de l'extinction de l'Etat, devenu inutile dans la société communiste en laissant place à la simple administration globale et mondiale des biens nécessaires à la vie de l'humanité.

Nous n'avons donc pas d'autre alternative que celle pour laquelle se sont mobilisées les masses ouvrières autrefois dans les grands mouvements de révolution prolétarienne: **celle de la révolution communiste et du renversement violent de la bourgeoisie, de son Etat et de ses institutions.**

(1) «*Nous voulons que le FSM (Forum social mondial) soit un espace qui nous permette d'avancer vers un consensus réel à l'échelle planétaire, mais en acceptant avec générosité et tolérance les différentes idées et conceptions existantes dans les divers endroits de la planète*», Miguel Rosseto, organisateur du FSM (Interview, «Le Courrier» du 6.01.01)

Il comunista N° 75 Aprile 2001

- L'elettoralismo, potente sedativo in mano alla borghesia dominante
- povero uranio ... impoverito!
- Tornare al Partito comunista d'Italia del 1921
- Sulla crisi prolungata della classe proletaria e sulle sue possibilità di ripresa
- Elezioni politiche (Volantino)
- La memoria dei borghesi democratici smemorati
- Infortuni domestici
- Terrorismo e comunismo (VIII - Le questioni di organizzazione del lavoro)

CORRESPONDANCE :

FRANCE : Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon
SUISSE : Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens
ITALIE : Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano